



Council of the
European Union

Brussels, 20 October 2015
(OR. en)

13222/15

AGRI 538
CLIMA 112
ENV 644

NOTE

From: General Secretariat of the Council
To: Delegations

No. prev. doc.: ST12693/15

Subject: Towards climate-smart agriculture
– *Exchange of views*

Delegations will find in the Annex an information note from the French delegation, containing its contribution to the debate on the above-mentioned subject, which will take place at the meeting of the "Agriculture and Fisheries" Council on 22 October 2015.

Contribution from the French delegation received on 19 October 2015 (followed by an English courtesy translation):

Vers une agriculture respectueuse du climat :

l'initiative « 4 % : des sols pour la sécurité alimentaire et le climat »

comme illustration concrète

I. Contexte

Le lien entre agriculture et changement climatique recouvre des défis majeurs. Le débat proposé par la présidence intitulé « climate smart agriculture » au Conseil agriculture du 22 octobre 2015 est l'occasion d'aborder les nombreux enjeux liés à cette question, qu'il est essentiel d'aborder de manière collective.

L'agriculture mobilise déjà aujourd'hui un certain nombre de moyens pour atténuer les effets du changement climatique. Il est important de poursuivre dans cette voie et de renforcer les actions entreprises, en particulier de favoriser une transition vers des systèmes de production plus performants du point de vue environnemental et climatique, en mobilisant des pratiques adaptées à chaque contexte, qui permettent de renforcer les synergies au sein de chaque agro-écosystème et de réduire les utilisations d'intrants.

L'agriculture présente la spécificité de devoir répondre simultanément à de nombreux enjeux. Ainsi, l'agriculture doit non seulement participer à la solution du défi de l'atténuation du changement climatique, mais également dans le même temps répondre aux enjeux d'adaptation au changement climatique et à ceux de productivité et de sécurité alimentaire. Les solutions sont donc à rechercher de manière globale. Les leviers à activer doivent répondre simultanément à ces différents défis. De ce point de vue, une voie essentielle qu'il convient de mobiliser est celle de l'accroissement de la matière organique dans les sols, qui permet de renforcer à la fois la productivité des sols, leur résilience et leur contribution au stockage de carbone.

Par ailleurs, comme le souligne le document de la présidence, la recherche, l'innovation et le transfert des connaissances jouent un rôle primordial pour favoriser la transition vers des systèmes de production plus performants et pour aider les agriculteurs et leurs organisations à mieux comprendre les interactions complexes qui existent dans les écosystèmes agricoles et à appréhender de manière systémique leurs exploitations. La mobilisation de ces leviers passe d'abord par l'engagement des acteurs concernés. Les approches multidisciplinaires qui associent agriculteurs, chercheurs, conseillers agricoles et entreprises privées doivent être favorisées. Une dynamique et une coordination internationales seraient dans ce cadre particulièrement utiles.

Ainsi, pour répondre aux enjeux du changement climatique et en cohérence avec les autres initiatives, il convient de développer des actions concrètes qui intègrent l'ensemble des enjeux de l'agriculture, et notamment les enjeux de production, et qui font appel de manière centrale à la recherche, à l'innovation et au transfert de connaissance.

II. L'initiative « 4 ‰ : des sols pour la sécurité alimentaire et le climat »

En s'appuyant sur la mobilisation de tous les acteurs – États, organisations internationales, collectivités locales, instituts de recherche, organisations professionnelles, agriculteurs, organisations non-gouvernementales – et sur des travaux scientifiques solides, l'initiative « 4 ‰ : des sols pour la sécurité alimentaire et le climat » a pour objectif d'améliorer la teneur en matière organique et encourager la séquestration de carbone dans les sols, à travers la mise en œuvre de pratiques agricoles adaptées permettant de répondre ainsi à l'impératif de sécurité alimentaire, d'adaptation de l'agriculture aux impacts des dérèglements climatiques et de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

i. Que représente le « 4 ‰ » ?

A l'échelle de la planète, les sols contiennent une quantité très importante de carbone, 2 à 3 fois plus que l'atmosphère. 4 ‰ (ou 0,4 %), c'est le taux d'augmentation annuelle du stock de carbone dans les sols permettant de compenser l'augmentation de la concentration de CO₂ dans l'atmosphère. Ce taux de croissance n'est pas une cible normative pour chaque pays. Il est différent selon les contextes locaux et peut être plus ou moins important. Ce taux de croissance de 4 ‰ illustre surtout qu'une augmentation, même faible, du stock de carbone des sols est un levier majeur pour participer au respect de l'objectif de long terme de limiter la hausse des températures à +1,5/2°C.

Des sols plus riches en carbone (et donc en matières organiques) sont plus fertiles, ce qui est bénéfique pour la productivité et la sécurité alimentaire ; ils sont également mieux adaptés aux dérèglements climatiques, car ils résistent mieux à l'érosion et retiennent mieux l'eau, notamment lors d'événements extrêmes comme les sécheresses.

ii. L'initiative « 4 % : des sols pour la sécurité alimentaire et le climat »

L'initiative « 4 % : des sols pour la sécurité alimentaire et le climat » veut montrer que l'agriculture, comme les autres secteurs de l'économie, peut apporter des solutions concrètes au défi posé par les dérèglements climatiques tout en relevant celui de la sécurité alimentaire.

Cette initiative s'inscrit dans le processus de l'Agenda d'actions Lima-Paris (Lima Paris Action Agenda ou LPAA). Elle se compose de deux volets :

1. un programme d'actions multi-acteurs, étatiques et non-étatiques, pour une meilleure gestion du carbone des sols afin de lutter contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire, tout en contribuant à l'adaptation au changement climatique et à l'atténuation des émissions ;

2. un programme international de recherche et de coopération scientifique : « Le carbone dans les sols : un enjeu de sécurité alimentaire ».

Les actions et les résultats de ces deux volets seront partagés et documentés à travers une plateforme commune facilitant leur diffusion avec l'appui d'un comité scientifique et technique. Par ailleurs, un Conseil des membres et un comité exécutif permettront de mettre en place une gouvernance inclusive et transparente garantissant une participation équitable des différents acteurs. Ces organes de gouvernance seront chargés de veiller au bon déploiement de l'initiative.

La France a pu préciser les contours de l'initiative et sa justification scientifique à travers plusieurs événements organisés récemment. Ainsi, la conférence « L'agriculture et les sols agricoles face aux défis du changement climatique et de la sécurité alimentaire : politiques publiques et pratiques » organisée à l'OCDE le 16 septembre 2015, qui a réuni plus de 40 pays et organisations internationales, ainsi que des représentants des agriculteurs, de la recherche, du secteur privé et des ONG, a permis d'illustrer l'intérêt de cette initiative internationale sur les sols agricoles.

De même, l'événement organisé, avec le soutien de la FAO et du Maroc, lors du Comité de la sécurité alimentaire mondial le 13 octobre 2015 à la FAO sur le thème « Comment concilier la lutte contre les dérèglements climatiques et la sécurité alimentaire ? » a fourni l'occasion de présenter l'initiative aux acteurs de la société civile, du secteur privé et aux nombreux pays présents.

Ces différentes manifestations ont également permis à plusieurs Etats et organisations d'affirmer d'ores et déjà leur soutien à l'initiative.

iii. Rejoindre l'initiative

L'initiative « 4 % : des sols pour la sécurité alimentaire et le climat » sera lancée officiellement le matin du 1^{er} décembre 2015 à travers un événement organisé sur le Pavillon de la France à la COP21. Cet événement sera l'occasion pour l'ensemble des États et organisations partenaires d'exprimer leur soutien et de présenter les actions qu'ils mettent d'ores et déjà en œuvre ou qu'ils s'engagent à mettre en œuvre à l'avenir. Le lancement officiel de l'initiative sera marqué par la signature d'une déclaration conjointe. Le projet de déclaration est consultable sur le site internet de l'initiative : <http://4p1000.org/>.

L'ensemble des États de l'Union européenne ainsi que la Commission européenne sont invités à se joindre à l'initiative le 1^{er} décembre 2015, afin de manifester l'engagement fort de l'Europe à mettre en œuvre des actions concrètes permettant de répondre conjointement aux défis de la sécurité alimentaire et du climat.

Towards climate-friendly agriculture:
“4 %: soils for food security and climate” Initiative
as a practical illustration

I. Background

The link between agriculture and climate change involves substantial challenges. The debate proposed by the Presidency on “Climate-smart Agriculture” at the Agriculture Council meeting of 22 October 2015 provides an opportunity to address the numerous issues linked to this question, for which a collective approach is essential.

Already today agriculture is using a variety of means in order to mitigate the effects of climate change. It is important to continue down this road and to strengthen the actions undertaken, and in particular to encourage a transition to systems of production that offer better performance for both environment and climate through the use of farming practices suited to individual contexts, reinforcing the synergies in each agro-ecosystem and reducing the use of agricultural inputs.

A specific feature of agriculture is that it is obliged to respond to numerous issues simultaneously. It must thus not only help address the issues surrounding climate change mitigation but also, and at the same time, those entailed by adaptation to climate change and those relating to productivity and food security. This means that the foreseen solutions must be comprehensive. The responses made should address simultaneously these different challenges. From this standpoint, one essential component that should be taken into account is that based on increasing the organic matter content of soil, since this will enhance at one and the same time soil productivity and resilience and its contribution to carbon storage.

In addition, as the Presidency document emphasises, research, innovation and knowledge transfer play a fundamental role in encouraging the transition to more effective systems of production and helping farmers and their organisations to understand better the complex interactions that exist in agricultural ecosystems and to adopt a systemic vision of their farms. The first requirement for use of these levers for change is the commitment of all concerned actors. Multidisciplinary approaches involving farmers, researchers, agricultural advisers and private enterprises must be encouraged. International dynamics and coordination have particular relevance in this context.

Therefore, in order to address the issues of climate change and in consistency with other initiatives, we need to develop concrete programmes which cover all agriculture's goals and issues and especially those surrounding production, and which rely to a great extent on research, innovation and knowledge transfer.

II. The “4 %: Soils for Food Security and Climate” Initiative

Based on mobilisation of all stakeholders – governments, international organisations, local government, research bodies, professional organisations, farmers, non-governmental organisations – and on robust scientific research, the objective of the “4 per 1000: Soils for Food Security and Climate” Initiative is to improve organic material content and foster carbon sequestration in soils by means of suitable farming practices capable of meeting the imperatives of food security, adaptation of agriculture to the impacts of climate disruption and reduction of greenhouse gas emissions.

i. What does “4‰” represent?

At the level of the planet as a whole, soils contain a very large quantity of carbon, two or three times more than the atmosphere. 4‰ (or 0.4%) is the annual rate of growth of the carbon stock in soil capable of offsetting rising CO₂ concentrations in the atmosphere. This growth rate is not a normative target for every country. It may differ according to local context and may be higher or lower in practice. Above all, the 4 ‰ rate illustrates the fact that an increase, even tiny, in the carbon stock in soils constitutes a major lever for contributing to achievement of the long-term goal of a limitation to +1.5/2°C of the increase in temperature.

Soils that are richer in carbon (and therefore in organic material) are more fertile, which benefits productivity and food security; they are also better able to cope with climate disruption since they withstand erosion and retain water better, especially during extreme events such as droughts.

ii. The “4 per 1000: Soils for Food Security and Climate” Initiative

The “4 per 1000: Soils for Food Security and Climate” Initiative sets out to demonstrate that agriculture, like the other sectors of the economy, is capable of providing concrete solutions to the challenge posed by climate disruption while at the same time addressing that of food security.

This Initiative, which is part of the Lima Paris Action Agenda (LPAA), comprises two main components:

1. A programme of action involving multiple actors, both state and non-state, directed at improving management of carbon in soils in order to combat poverty and food insecurity, while at the same time contributing to adaptation to climate change and reduction of emissions.
2. An international programme of scientific research and cooperation: “Carbon in soils: a food security issue”.

The actions and results under these two headings will be shared and documented via a common platform to facilitate their dissemination, with the support of a scientific and technical committee. Additionally, a council of members and an executive committee will help ensure inclusive and transparent governance that guarantees the fairness of the contributions made by the various stakeholders. These governance bodies will be charged with overseeing satisfactory roll-out of the Initiative.

France has been able to clarify the broad lines of the Initiative and its scientific justification in the context of a number of events organised recently. For example, the conference held at the OECD on 16 September 2015, “Agriculture and agricultural soils facing climate change and food security challenges: public policies and practices”, attended by over 40 countries and international organisations, along with representatives of farmers, researchers, the private sector and NGOs, enabled the advantages of this international Initiative on agricultural soils to be demonstrated.

Similarly, the event organised with the support of the FAO and Morocco at the meeting of the Committee on World Food Security on 13 October 2015 and held at the FAO on the topic “How to reconcile climate change and food security” provided an opportunity to present the Initiative to actors in civil society and the private sector as well as to the many countries present.

These different events have also provided an opportunity for a number of governments and organisations to affirm as of now their support for the Initiative.

iii. Joining the Initiative

The “4 %: Soils for Food Security and Climate” Initiative will be officially launched on the morning of 1st December at an event to be held at the France Pavilion in COP21. The event will provide an opportunity to all partner governments and organisations to express their support and to present the actions they are already implementing or which they are committed to implementing in the future. The official launch of the Initiative will be marked by the signing of a joint declaration. The text of the draft declaration is available on the Initiative website: <http://4p1000.org/>.

All Member States of the European Union and the European Commission are invited to join the Initiative on 1st December 2015 in order to demonstrate Europe's strong commitment to concrete action for a collective response to the challenges posed by food security and climate.
